

Un débat présidentiel à mille lieux des préoccupations de la vraie France



Quand la énième candidate de L.0 lance en énième conclusion qu'elle ne veut évidemment pas rassembler les Français parce qu'elle prétend avoir THE solution celle d'éliminer les riches, on se demande bien pourquoi personne ne lui demande que cela a été déjà fait en Russie et aujourd'hui au Venezuela avec les résultats que l'on sait.

Et quand Mélenchon agite le nom de Marx, personne non plus ne vient lui rappeler que ce dernier n'aurait sans doute pas soutenu Chavez (pas plus que Lénine, Trotski, Mao) parce qu'il n'y a pas de théorie marxiste de l'État social en ce sens que Marx semble-t-il pensait que l'on ne pouvait pas en prévoir les structures d'avance et ce d'autant plus que l'émancipation des travailleurs étant l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes cela implique en a priori préalable que » *le libre développement de chacun est la condition du libre*

développement de tous » (1848, [Le Manifeste, 10ème mesure..](#)).
tout un programme...

On saisit en fait et tout de suite l'immense écart qui sépare les propos factieux de cette énième candidate de gauche présente sur le plateau (ils étaient ultra majoritaires) de ce que ressent semble-t-il un pays, la France. Car cette dernière ne verse pas, déjà par l'ordre non alphabétique des notions structurant sa devise (la liberté y est première..) dans ce simplisme par ailleurs porteur encore plus de divisions, même si l'on se réclame de la Commune dont le jusqu'au boutisme n'a pas été pour rien dans la réaction versaillaise ; un irréalisme dont nous payons cependant encore les conséquences puisqu'un tel discours aussi peu consistant que celui des divers candidats de gauche peut être tenu en 2017 sans que personne n'y trouve à redire.

Les autres dits à droite ou au centre ou nulle part ne disent cependant pas mieux, par exemple un Fillon qui n'arrive même pas à avancer qu'avant de répartir les richesses il faut les produire et que cette production a un coût qui se jauge aussi par des compétences à payer, des responsabilités à partager, ce qui implique tout autant une meilleure répartition des risques et donc indique que les salariés doivent eux aussi y participer, même si en effet la question du droit de propriété doit être repensé, démocratisé.

A vrai dire, ce débat montre que pour les pseudo « anti-systèmes » hormis les « traités européens » et la « finance » tout irait bien mieux puisque, selon la majorité des candidats, si ces deux facteurs étaient éliminés alors nous serions dans la bonne direction, mieux encore nous nagerions vers le bonheur ou presque, ce qui est évidemment totalement faux tant les facteurs secrétant la misère le découragement le décrochage du pays sont sui generis, sont intrinsèques au système social et économique français en état stationnaire.

Certes les traités et la spéculation peuvent en accélérer les

travers, tel ce copinage (déjà dénoncé par Marx dans son *Dix huit Brumaire*) entre les élites privées et publiques lorsque les affaires communes au lieu d'être gérées par la société civile sont accaparés par des professionnels de la confiscation comme peut l'être cet État faussement de Providence (comme l'avait déjà dénoncé John Rawls) puisqu'il empêche le peuple de gérer directement ses propres affaires à commencer par l'enseignement, la santé, la vie des conseils municipaux qui pourrait fort bien grâce à Internet être suivie en direct.

L'exemple le plus probant de cette méconnaissance des effets pervers du faux État de Providence (puisque'il assiste plus qu'il n'émancipe, on le voit encore en Guyane) s'observe dans cette accusation adressée contre Fillon lui indiquant qu'il avait augmenté la dette de 600 milliards en plus alors que ce dernier ne faisait qu'entretenir ce même État Providence et donc son déficit structurel permanent qui l'accompagne.

Mais Fillon ne l'explique pas ou mal, comme il n'est pas arrivé à préciser que la diminution du poids des cotisations sociales porté par le travail est une nécessité si l'on veut encore préserver un tissu économique concurrentiel sans pour autant diminuer la solidarité assurantielle. Certes l'on peut dire que les traités empêchent précisément une juste concurrence et une juste solidarité, ce qui par contre pourrait en effet être débattu quitte à employer la politique de la chaise vide si l'harmonisation fiscale et sociale ne peut être négociée...

Rien n'a été dit enfin sur la nécessaire réforme mondiale des structures internationales qui permettrait d'accompagner le développement mondial et donc de lutter contre le basculement de certaines franges des populations dans le gangstérisme et son frère jumeau le totalitarisme politique à consonance islamophile, mais pas que, puisque des mouvements en Amérique latine et en Asie se réclament encore du marxisme abâtardi dont on voit d'ailleurs la réminiscence dans le débat français

actuel (quatre à six candidats sur onze).

Au total, ce fut un débat irréal, à mille lieux des nécessités historiques d'un peuple de France cherchant semble-t-il à la fois à préserver sa continuité historique comme l'énonce [Bérénice Levet](#) et avancer dans le monde du 3ème millénaire.

Lucien Samir Oulahbib